

CHAPITRE 4

L'AIDE POUR LE COMMERCE DANS LES CONTEXTES DIFFICILES

Contribution du Cadre intégré renforcé (CIR) et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)¹

Résumé : *Les pays les moins avancés sont confrontés à des difficultés considérables pour tirer pleinement parti du potentiel de la diversification économique et de tous les avantages qu'elle peut apporter en termes de croissance économique, de développement et de réduction de la pauvreté. Si les flux commerciaux conservent une importance vitale pour l'économie des PMA, la part de ces derniers dans le commerce mondial reste inférieure à 1%. Les exportations de marchandises des PMA sont dominées par un petit nombre de produits. Les produits primaires représentent plus de 60% des exportations des PMA, ce qui rend ces pays très vulnérables face aux chocs extérieurs. Ces tendances sont encore plus marquées dans les PMA qui se sont autoproclamés États fragiles dans le cadre de l'initiative g7+. Dans ces pays, les trois principaux produits exportés représentent au moins 40% des exportations de marchandises.*

Le chapitre offre un aperçu des données existantes sur les liens entre la concentration des exportations et la fragilité. Tout en reconnaissant qu'il n'existe pas de solution unique pour tous, plusieurs options sont mises en avant pour faire face aux difficultés structurelles des économies des PMA. En s'appuyant sur les données de l'OCDE sur l'Aide pour le commerce, le chapitre souligne que les flux d'Aide pour le commerce destinés aux PMA sont fortement concentrés sur les principaux bénéficiaires, les secteurs clés et les principaux partenaires de développement. Au cours des cinq dernières années, les engagements ont fluctué, tandis que les décaissements sont restés stables. De manière générale, les flux destinés aux PMA membres du g7+ sont restés stables depuis cinq ans. Améliorer les réponses mises en œuvre dans les situations de fragilité nécessite de renforcer la cohérence entre les efforts déployés à des fins humanitaires, de développement et de maintien de la paix. Dans le cadre de l'élaboration des futurs programmes d'Aide pour le commerce, il est essentiel de garder à l'esprit le contexte national, ainsi que les efforts pour le renforcement des institutions et de l'État, et la consolidation de la paix.

INTRODUCTION

Les pays les moins avancés (PMA) ont accompli des progrès considérables en termes de développement ces 30 dernières années, l'Indice du développement humain ayant augmenté de 51% en moyenne depuis 1990 (PNUD, 2018). Pourtant, de nombreuses difficultés demeurent parce que les progrès n'ont pas été uniformes entre les pays, ni en leur sein: plus de 300 millions de personnes vivent dans une pauvreté extrême dans les PMA et 237 millions sont sous-alimentés (OHRLLS, 2018).

Le Programme d'action d'Istanbul en faveur des PMA pour 2011-2020 prévoit des étapes spécifiques sur le chemin de ces pays vers la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD), y compris certains objectifs importants liés au commerce. Le Programme d'action d'Istanbul prévoit notamment que la moitié des PMA auront satisfait les critères à remplir pour sortir de la catégorie des PMA d'ici à 2020. À ce jour, cinq pays ont perdu le statut de PMA depuis 1971, date à laquelle ce statut a été créé, et le Vanuatu et l'Angola devraient le perdre en 2020-2021. Dix autres pays satisfont à certains des critères à remplir pour sortir de la catégorie des PMA², ce qui montre que le rythme auquel les PMA sortent de cette catégorie s'est accéléré ces dernières années.

Les décisions relatives au retrait de la liste des PMA sont prises par l'Assemblée générale des Nations Unies sur la base d'une recommandation du Comité des politiques de développement (CPD) validée par le Conseil économique et social (ECOSOC). Tous les trois ans, le CPD réexamine la catégorie des PMA pour donner un avis sur l'inscription ou le retrait des pays de la liste des PMA. Le réexamen est mené sur la base de trois critères: le revenu national brut (RNB) par habitant, l'indice du capital humain (ICH) et l'indice de vulnérabilité économique (IVE). Lorsqu'un pays remplit deux des trois critères lors de deux réexamens triennaux de suite, le CDP examine son retrait de la liste des PMA. Le retrait d'un pays de la liste des PMA peut aussi être envisagé si son revenu par habitant atteint le double du seuil de revenu. À ce jour, 35 PMA n'ont encore jamais rempli au moins 2 des 3 critères pour que leur retrait de la liste des PMA puisse être envisagé.

De manière plus générale, pour pouvoir sortir de la catégorie des PMA, les pays doivent engager et maintenir un processus de transformation structurelle afin de générer une croissance qui profite aux populations pauvres et qui soit respectueuse de l'environnement. La diversification de l'économie et des exportations, l'ajout de valeur dans les exportations et la progression dans les chaînes de valeur sont généralement associés au processus de transformation économique (McKechnie, A. *et al.*, 2018). Bien qu'il s'agisse d'un processus mené essentiellement au niveau national, la communauté internationale peut apporter son aide en créant un environnement propice à l'intégration des PMA à l'économie mondiale, notamment par le biais de mécanismes d'accès aux marchés préférentiels et de coopération pour le développement (par exemple les programmes d'Aide pour le commerce), qui contribuent à atténuer les contraintes dans ces pays.

Le présent chapitre examine les flux d'Aide pour le commerce en faveur des PMA et formule des recommandations en vue d'améliorer l'efficacité de l'Aide en tant qu'outil pour soutenir la diversification économique dans les PMA. Le chapitre considère la situation particulière des pays fragiles et touchés par des conflits, ainsi que les moyens d'accroître l'efficacité de l'Aide pour le commerce pour répondre à leurs besoins.

Cette approche fait écho à l'appel lancé par un groupe de PMA accédants lors de la onzième session de la Conférence ministérielle (CM11) de l'OMC, qui s'est tenue en 2017 à Buenos Aires (Argentine), dans le cadre d'une déclaration appelant l'attention sur les difficultés que posent la fragilité et les conflits pour le développement, la sécurité et la paix. Les pays ont souligné l'importance du commerce international pour la croissance économique, l'emploi et le développement, ainsi que la nécessité de renforcer la coopération pour leur permettre de participer efficacement au système commercial multilatéral (OMC, 2017).

Le chapitre est structuré comme suit: la section I examine les caractéristiques spécifiques des économies des PMA pour souligner que la diversification de l'économie et des exportations constitue une priorité pour le développement et la réduction de la pauvreté dans ces pays. Cette section met l'accent sur la situation particulière des PMA membres

du g7+, qui est un groupe autoproclamé de pays fragiles et touchés par des conflits, afin de souligner l'importance de diversifier l'économie et les exportations pour promouvoir la stabilité et la paix dans ces contextes. La section II examine les priorités des PMA et des PMA membres du g7+ dans le cadre de l'Aide pour le commerce en termes de diversification économique, ainsi que la manière dont l'Aide s'adapte à ces priorités. Cette section traite du soutien aux fondements économiques des PMA membres du g7+ et de la complexité d'encourager la diversification économique dans les contextes fragiles. La section III offre une conclusion.

LA NÉCESSITÉ DE DIVERSIFIER L'ÉCONOMIE DANS LES PMA

“Le commerce est un moteur pour la croissance économique dans le processus de développement et il est essentiel pour accroître la productivité, et favoriser ainsi une croissance économique tirée par les exportations.” – Guinée, Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC (2019).

Développement et diversification de l'économie dans les PMA

Le développement économique est associé à une transformation structurelle, qui peut être définie comme la réaffectation des ressources de secteurs à faible productivité vers des secteurs dont la productivité est plus élevée, ainsi que comme l'accroissement de la productivité au sein des secteurs (McMillan, M. *et al.*, 2017). Le regain d'intérêt pour le processus de transformation structurelle découle des expériences de croissance récentes dans les pays en développement, notamment certains PMA en Afrique, qui ne sont pas parvenus à générer une croissance économique, des emplois et une réduction de la pauvreté à grande échelle. Cela a concentré l'attention des responsables politiques sur les modalités et la qualité de la croissance.

La théorie et la pratique montrent, qu'aux premiers stades du développement, la transformation structurelle nécessite une diversification économique et commerciale (Papageorgiou, C., *et al.*, 2012). Si, au fil du temps, certains PMA ont réussi à modifier la structure de leur base de production et d'exportation, le processus a été inégal selon les PMA et, de manière générale, le rythme.

L'Agriculture reste un secteur économique majeur pour les PMA. Le secteur représente 22% de la valeur ajoutée dans le PIB dans les PMA contre 8,5% seulement dans d'autres pays en développement (CNUCED, 2018). En outre, le rythme auquel les emplois sont détruits dans l'agriculture dans les PMA est bien moindre que dans les autres pays en développement: entre 2000 et 2017, la part moyenne de l'agriculture dans l'emploi a diminué de 73% dans les autres pays en développement, mais de seulement 17% dans les PMA (voir le tableau 4.A1 en annexe). Par ailleurs, la productivité du travail dans l'agriculture dans les PMA ne représente qu'une fraction de celle observée dans d'autres pays en développement (18,7% entre 2011 et 2013) et l'écart se creuse, ce qui explique l'évolution variable des niveaux de revenu (CNUCED, 2015).

“L'agriculture est la principale source d'emplois et de revenus pour le pays, et elle contribue également à nourrir la population. Il est nécessaire de soutenir ce secteur pour garantir l'approvisionnement alimentaire.” – Yémen, Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC (2019).

Les PMA représentent 13% de la population mondiale, mais moins de 1% du commerce mondial. La participation des PMA au commerce mondial reste marginale et elle est tombée récemment au-dessous du seuil de 1%. En outre, trois PMA, l'Angola, le Bangladesh et le Myanmar, représentent plus de la moitié de la part de ces pays dans les exportations de marchandises. Les dix principaux PMA exportateurs de services commerciaux étaient à l'origine de plus de 70% des recettes du groupe provenant des services (OMC, 2018). Ces chiffres révèlent la structure très inégale de la participation des PMA au commerce mondial.

Encadré 4.1. Encourager la diversification des exportations au Togo

L'agriculture demeure essentielle pour accroître la valeur ajoutée de l'économie togolaise, puisqu'elle représente 40% du PIB et emploie plus de la moitié de la population. Si la part du secteur minier dans les exportations de marchandises demeure importante, de plus en plus, le Togo devient un pôle pour les services grâce à ses infrastructures aériennes et de transport.

Les exportations togolaises sont concentrées sur 10 à 15 produits clés. Les progrès en matière de diversification des exportations sont notables pour deux produits: l'huile de palme et les graines oléagineuses (fèves de soja). Bien que l'impact macroéconomique demeure limité, ces 2 secteurs présentent un fort potentiel pour réduire la pauvreté.

Le secteur privé et les partenaires de développement jouent tous un rôle important dans le soutien au développement des chaînes de valeur de l'huile de palme et du soja. Kalyan Agrovit Investissements a investi 65 millions d'USD dans le secteur de l'huile de palme au Togo pour construire une usine de transformation de l'huile de palme. Grâce à un investissement du CIR de 3 millions d'USD, les producteurs de fèves de soja ont doublé leur production en 2018 et amélioré leur capacité de commercialisation, que 84% d'entre eux avaient identifié comme un problème dans une enquête récente.

Source : D'après la mise à jour de l'EDIC du Togo (2017).

La composition des exportations des PMA varie fortement selon les pays. Les combustibles et les minéraux sont les principaux produits exportés par les PMA africains (47%), tandis que les PMA asiatiques exportent principalement des produits manufacturés (72%). Les petits PMA insulaires exportent principalement des produits alimentaires et agricoles (82%) (tableau 4.A2 de l'annexe). Il n'y a pas de différence notable dans la composition des importations des PMA, les produits manufacturés représentant plus des deux tiers des importations (tableau 4.A3 de l'annexe).

La composition diversifiée des exportations des PMA reflète les différences en termes d'approche, et de rythme de la diversification économique et de la transformation structurelle entre ces pays (CNUCED, 2014). Par exemple, les gains de productivité ont doublé dans les PMA d'Asie qui exportent des produits manufacturés, alors que les PMA africains exportent principalement des combustibles et des produits minéraux. Kucera et Jiang (2018) reconnaissent l'importance du secteur manufacturier dans la réduction de la part de l'emploi agricole. La CNUCED note que les gains de productivité les plus importants ont été obtenus grâce à une réaffectation des ressources de l'agriculture vers les services. Toutefois, la hausse des emplois dans ce dernier secteur s'est concentrée dans l'économie informelle, avec une productivité globale inférieure à celle du secteur manufacturier, ce qui n'a pas permis de générer une hausse de la productivité et une croissance dans l'ensemble de l'économie. Dans le même temps, tant Guerrieri et Meliciani (2005), qu'Andreoni et Gomez (2012), fournissent des éléments indiquant que la complémentarité entre les services et le secteur manufacturier, en particulier les services axés sur les TIC et les industries manufacturières à forte intensité de connaissances, crée de nouveaux débouchés.

Les analyses empiriques montrent que la complexité de la production et des exportations joue un rôle dans la croissance économique (McMillan *et al.*, 2017) et que la diversification est tributaire de l'approche adoptée. L'analyse dite de "l'espace produit" de Hausmann *et al.* (2007) suggère que les pays peuvent diversifier leurs économies et leurs exportations en s'appuyant sur les compétences et les capacités productives existantes. Par ailleurs, les travaux de Rodrick (2013) sur la convergence inconditionnelle suggèrent que la productivité du travail dans les activités manufacturières convergera dans les différents pays indépendamment de leurs caractéristiques propres, comme les politiques, les institutions, etc. Cela signifierait que le renforcement de la capacité de production dans le secteur manufacturier serait particulièrement utile pour améliorer la qualité future de la production et des exportations, et converger vers des niveaux de revenus élevés.

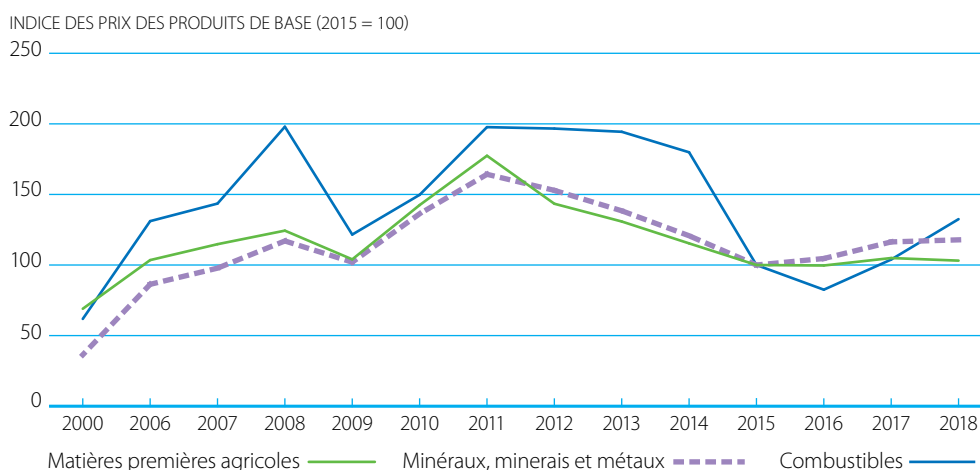
Mishra, S. *et al.* (2011) étudient la question de savoir si la diversification des exportations de services, et en particulier leur complexité, peut être un moteur de croissance économique comme dans le secteur manufacturier. Leurs résultats donnent à penser qu'en effet, la complexité des exportations de services est associée à une forte croissance et que ces conclusions persistent après qu'il a été tenu compte de la taille du secteur des services dans le pays et de la complexité des marchandises. En outre, leurs résultats sont analogues pour les pays à faible revenu, ce qui les mène à penser que mettre l'accent sur des services de grande qualité peut offrir une solution pour diversifier l'économie et les exportations dans les pays pauvres.

Les exportations de services commerciaux des PMA augmentent à un rythme rapide, mais restent négligeables. Les exportations de services commerciaux des PMA d'Asie ont augmenté au taux annuel de 8,5% entre 2009 et 2016. Le taux de croissance pour les petits PMA insulaires (6,9%), Haïti (5,4%) et les PMA africains (11,1%) est également élevé (UNCTADStat, 2019).

Les échanges de marchandises des PMA tendent à être irréguliers en raison de la composition des exportations et de leur degré élevé de concentration. 64% des exportations des PMA se composent de produits primaires soumis à une assez forte instabilité des prix (figure 4.1). En 2015, par exemple, le prix du pétrole a chuté de 47%, en sus d'une baisse initiale de 7,5% en 2014 (encadré 4.2). Les prix d'autres produits primaires, tels que les minéraux, les métaux, les métaux et les matières premières agricoles, ont également diminué, ce qui a entamé la croissance économique des PMA cette année-là, la croissance du PIB réel ayant été estimée à 3,5%, son plus bas niveau depuis 1994 (CNUCED, 2016). Par ailleurs, un niveau élevé des prix des produits de base qui entraîne une appréciation du taux de change nuit à la compétitivité des autres secteurs, ainsi qu'à la diversification de l'économie et des exportations.

“L'économie tchadienne repose principalement sur les cultures de rapport (notamment le coton) et les industries extractives (secteurs minier et pétrolier). La forte croissance économique – 7,4% entre 2003 et 2015 – était principalement due à l'utilisation des ressources pétrolières. Le pays est extrêmement vulnérable face aux chocs extérieurs, notamment aux fluctuations des prix des produits de base. Pour diversifier son économie, le pays s'appuiera sur les secteurs présentant un fort potentiel d'exportation, notamment le cuir, le sésame et la gomme arabique, qui sont mentionnés dans la mise à jour de l'EDIC du Tchad. Améliorer l'organisation de ces secteurs contribuera à accroître les économies d'échelle et, partant, à renforcer l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales.” – Tchad, Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC (2019).

Figure 4.1. Indice des prix des produits de base (2015 = 100)



StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933953242>

Encadré 4.2. Diversification des exportations au Tchad: les promesses de la gomme arabique

Le secteur des industries extractives – principalement le pétrole – est le premier moteur de l'économie du Tchad. Toutefois, les efforts déployés pour diversifier l'économie ont fait du Tchad un acteur important du commerce mondial de la gomme arabique, qui est un additif présent dans les boissons gazeuses, les produits alimentaires et les cosmétiques, et dont le Tchad est l'un des 3 premiers exportateurs au monde. Le marché tchadien est dominé par 2 types de gomme arabique: la gomme dure, ou Kitir, et la gomme friable, qui se vend au tiers du prix du Kitir (IRAM, 2013).

Entre 2014 et 2016, le Tchad a exporté plus de 13 000 t de gomme arabique brute par l'aéroport de N'Djamena ou le port de Douala au Cameroun (CNUCED 2018).

En collaboration avec le CIR, l'ONUDI, le PNUD et l'ITC, le Tchad a fortement progressé dans la chaîne de valeur de la gomme arabique. Aujourd'hui, un nouveau label de commercialisation, "Cristal du Tchad", atteint de nouveaux marchés d'exportation. Selon l'ITC (2017), le volume des exportations devrait doubler dans les 5 prochaines années, l'Inde figurant parmi les principaux marchés cibles.

Replanter des acacias s'est avéré essentiel pour assurer la durabilité des ressources dans le secteur de la gomme arabique et prévenir ainsi les risques futurs pour l'environnement.

Source: D'après le questionnaire du Tchad pour l'Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC (2019), ITC (2017), CNUCED (2018) et IRAM (2013).

Diversifier l'économie et les exportations aiderait les PMA à amortir les effets des chocs extérieurs. Koren, M. *et al.* (2007) notent que la diversification économique peut accroître la résilience des pays à faible revenu face aux chocs extérieurs, notamment en réduisant la part de secteurs fortement volatiles et corrélés, comme les industries extractives et l'agriculture. Papageorgiou, C. *et al.* (2012) affirment en outre que la diversification des exportations est associée à une moindre instabilité des termes de l'échange et que la diversification des marchés renforce aussi la résilience face aux chocs extérieurs.

Les services d'infrastructure, y compris des réseaux d'électricité et de transport fiables, sont des facteurs essentiels qui viennent appuyer la diversification de l'économie et des échanges (Hoeffler, A., 1999). Le manque de fiabilité et la mauvaise qualité des infrastructures augmentent les coûts pour les entreprises privées, ce qui entrave le développement du secteur privé.

"Le pays souffre d'un manque d'infrastructures pour soutenir la production et la commercialisation des marchandises et des services, de difficultés pour assurer la connectivité entre différentes entités, ainsi que d'un déficit de l'approvisionnement en énergie." – République démocratique du Congo (RDC), Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC (2019).

L'accès insuffisant à l'électricité dans les activités productives reste un obstacle à la diversification de l'économie et à la transformation structurelle des PMA. En dépit de progrès notables en termes d'accès à l'énergie (45% de la population en moyenne dans les PMA), l'accès reste nettement inférieur à celui relevé dans d'autres pays en développement (92%) (tableau 4.A5 de l'annexe). En outre, les deux tiers de la consommation d'énergie dans les PMA relèvent d'un usage résidentiel et proviennent principalement de sources traditionnelles de biomasse, comme le charbon de bois et le bois de chauffage (CNUCED, 2017), ce qui renvoie à l'utilisation limitée de sources d'électricité modernes pour des activités économiques productives dans ces pays.

En Afrique, la capacité de production d'électricité est faible et une partie de la capacité existante n'est pas disponible en raison d'un mauvais entretien. La fourniture d'électricité d'urgence ou l'autoproduction dans des centrales diesel représente une lourde charge pour l'économie, estimée à 1% du PIB (McKechnie, A. *et al.*, 2018).

Les infrastructures de transport constituent une autre contrainte importante pour les PMA. La densité routière médiane est de 2 147 km pour 1 million de personnes dans les PMA, contre 3 446 km pour 1 million de personnes dans 58 pays en développement (CNUCED, 2017). En outre, seules 22% des routes des PMA sont pavées.

L'indice de performance logistique (IPL) est un indicateur synthétique de l'efficacité du secteur de la logistique à permettre aux marchandises de franchir les frontières; il est fondé sur la perception des opérateurs internationaux du secteur. L'indice évalue six éléments, dont les infrastructures commerciales et de transport, et l'efficacité des procédures douanières et du dédouanement. Le classement moyen des PMA dans l'IPL agrégé³ est de 128, soit le quatrième quintile sur 167 pays, ce qui révèle que la connectivité des économies des PMA est limitée.

Par ailleurs, les PMA ont réalisé des progrès considérables dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC). Dans l'ensemble, ces pays ont à la fois fortement augmenté l'accès à Internet et réduit les coûts associés. Selon l'UIT (2018), les PMA devraient atteindre un taux de couverture moyen de 97% de la population pour les services mobiles à large bande et ramener les tarifs Internet à moins de 5% du RNB mensuel par habitant d'ici à 2020. Cependant, seule une personne sur quatre utilisera Internet par manque de compétences nécessaires.

Les institutions chargées de la gouvernance économique facilitent la diversification économique et la transformation structurelle. Un climat de l'investissement favorable offre aux entreprises des débouchés et des incitations pour investir de façon productive, créer des emplois et se développer, et par conséquent, promouvoir la croissance économique et réduire la pauvreté (Sinha, S. *et al.*, 2013).

En utilisant le classement de la Banque mondiale concernant la facilité de faire des affaires comme indicateur de la qualité des conditions de l'activité des entreprises, on constate qu'en moyenne, les PMA se classent au 147^{ème} rang (sur 190), ce qui leur laisse une marge d'amélioration globale. Toutefois, le classement varie d'un PMA à l'autre. En outre, l'Afghanistan, Djibouti, le Rwanda et le Togo figurent parmi les dix principaux pays réformateurs dans le rapport *Doing Business* 2019, ce qui révèle une conscience croissante de l'importance des réformes et le dynamisme de la situation.

La discussion qui précède souligne l'importance de la diversification de l'économie et des exportations pour les PMA afin d'appuyer une croissance économique soutenue. Il est essentiel de réaffecter les ressources d'un secteur agricole faiblement productif vers des activités plus productives dans l'agriculture, les services et le secteur manufacturier pour parvenir à un développement économique plus inclusif et durable. En outre, la production de produits et de services de grande qualité irait de pair avec une croissance économique plus élevée et, dans le cas du secteur manufacturier, permettrait une convergence inconditionnelle vers des niveaux de revenu plus élevés. Diversifier l'économie et les exportations permettrait aux PMA d'amortir les effets de l'instabilité des termes de l'échange, augmentant ainsi la stabilité de la croissance. Les arguments présentés par Papageorgiou, C., *et al.* (2012) sur les expériences des pays suggèrent que, pour être efficaces, les politiques et les réformes visant à soutenir la diversification de l'économie devraient être mises en œuvre par "vagues", en s'adaptant à l'évolution de l'environnement extérieur et de la situation des pays.

Le processus de diversification économique et de transformation structurelle exige des investissements productifs dans les PMA, tant dans le secteur public que privé. Les mécanismes destinés à renforcer la mobilisation des ressources nationales sont donc importants dans ce contexte. Réformer les conditions de l'activité des entreprises serait essentiel pour mobiliser les investissements privés nationaux et étrangers. L'investissement étranger direct (IED) peut aider les PMA à se connecter aux chaînes de valeur régionales et mondiales, créant ainsi des possibilités de diversification économique.

Outre les fondamentaux de la politique générale, des efforts de politique plus ciblés sont nécessaires (CNUCED, 2014, et McMillan, M., *et al.*, 2017) et la communauté internationale peut apporter un soutien dans ce contexte. Le développement du capital humain et des compétences, en particulier chez les femmes et les jeunes, est nécessaire pour leur permettre de bénéficier des nouveaux débouchés économiques. Des compétences dans le domaine des TIC sont notamment essentielles pour participer à l'économie numérique qui se met en place.

Les différents chapitres de cet ouvrage abordent en détail les politiques et les stratégies visant à soutenir la diversification économique dans les pays en développement, y compris les PMA.

Diversification économique dans les pays fragiles et touchés par des conflits

Lors de la CM11, plusieurs PMA prenant part au processus d'accèsion à l'OMC ont réaffirmé leur attachement au processus de réforme qui sous-tend l'accèsion, tout en appelant à une coopération accrue pour faciliter leur participation effective au système commercial multilatéral.

Tous sont membres du g7+, qui comprend des PMA et d'autres pays en développement qui se sont auto-proclamés pays fragiles et touchés par des conflits. Ils travaillent avec les partenaires de développement pour accroître l'efficacité de l'aide publique au développement (APD) dans les contextes fragiles. Leurs engagements sont inscrits dans le New Deal pour l'engagement dans les États fragiles, adopté lors du Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide organisé à Busan (République de Corée) en 2011.

Cette section examine pourquoi, outre les avantages découlant de la transformation structurelle des PMA mentionnés plus haut, il est important pour les pays fragiles et touchés par des conflits de diversifier leurs économies.

Encadré 4.3. Le New Deal pour l'engagement dans les États fragiles et les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État (PSG)

Le New Deal récapitule les engagements souscrits par les pays en situation de fragilité et de conflit, emmenés par le groupe g7+, les partenaires de développement et la société civile, en vue d'améliorer les politiques et les pratiques en matière de développement dans les contextes fragiles. Les partenaires dans le cadre du New Deal se sont engagés à élaborer un plan incarnant une vision partagée et un engagement en faveur de la transparence, de la responsabilité, de la prévisibilité du financement, d'une gestion partagée des risques, et du renforcement et de l'utilisation des systèmes nationaux.

Le g7+ propose une échelle d'intensité de la fragilité à 5 niveaux, allant des situations de crise, jusqu'à la reconstruction et la réforme, la transition, la transformation et la résilience, lesquelles transcendent 5 des objectifs et que le New Deal pour l'engagement dans les États fragiles cherche à classer par ordre de priorité:

- PSG 1 – Légitimité politique: encourager des accords politiques inclusifs et la résolution des conflits;
- PSG 2 – Sécurité: établir et renforcer la sécurité des personnes;
- PSG 3 – Justice: remédier aux injustices et accroître l'accès des personnes à la justice;
- PSG 4 – Fondements économiques: créer des emplois et améliorer les moyens de subsistance; et
- PSG 5 – Revenus et services: gérer les revenus et renforcer les capacités de prestation de services responsables et équitables.

Le groupe g7+ compte 20 pays* qui échangent des données d'expérience, se soutiennent les uns les autres et prônent des processus conduits et pris en charge par les pays pour faire face à la fragilité et aux conflits.

* Les pays du g7+ sont les suivants: Afghanistan, Burundi, République centrafricaine, Tchad, Comores, Côte d'Ivoire, RDC, Guinée, Guinée-Bissau, Haïti, Libéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Sao-Tomé-Et-Principe, Sierra Leone, Îles Salomon, Somalie, Soudan du Sud, Timor-Leste, Togo et Yémen.

Source : g7+ 2019 <http://g7plus.org/>, <https://www.pbsdialogue.org/en/new-deal/about-new-deal/>.

Fragilité et conflits

Les pays du g7+ partenaires dans le cadre du New Deal définissent la fragilité comme “une période dans l’histoire de la nation au cours de laquelle, pour parvenir à un développement socioéconomique durable, il est nécessaire de mettre davantage l’accent sur des activités complémentaires de consolidation de la paix et de renforcement de l’État” (g7+, 2013). Le groupe propose une échelle d’intensité de la fragilité à cinq niveaux, allant de la crise, associée principalement au conflit, jusqu’à la résilience (encadré 4.3).

L’adoption des ODD a renforcé les principes du New Deal en reconnaissant que des sociétés pacifiques et inclusives, l’accès à la justice pour tous, et des institutions efficaces, responsables et inclusives à tous les niveaux, comme prévu dans l’ODD 16, sont des objectifs d’application universelle et essentiels pour faire avancer le développement durable.

Encadré 4.4. Circuits par lesquels le commerce influe sur la stabilité politique et les conflits

Le mécanisme du **coût d’opportunité** renvoie aux variations du revenu réel et à la manière dont celles-ci peuvent augmenter ou réduire la valeur relative des actes de violence. La baisse des prix à l’exportation, la hausse des prix à l’importation et la baisse de la demande extérieure, qui réduisent les revenus réels, et donc le manque à gagner lié à la décision de commettre des actes de violence, accroissent le risque de conflit.

L’**effet de rapacité** désigne l’incitation à se battre pour le contrôle de ressources précieuses. Cet effet est particulièrement marqué pour les produits de base de source ponctuelle lorsque les prix augmentent.

L’**effet ressources** fait référence au mécanisme par lequel la hausse du prix de produits de base sous le contrôle (imposition) de parties au conflit (par exemple le gouvernement ou des groupes rebelles) peut financer les moyens de mettre fin à la lutte de l’une ou de l’autre des parties au conflit, ou de l’intensifier.

Source: Cali, M. (2015). Trading Away from Conflict. Using trade to increase resilience in fragile states, Banque mondiale, Washington, D.C.

Diversification économique dans les pays fragiles et touchés par des conflits

La section qui précède a souligné l’importance de la diversification économique dans les PMA pour la transformation structurelle et le développement. Dans les situations de fragilité et de conflit, la diversification de l’économie pourrait également être importante pour la paix. Les recherches et les analyses empiriques suggèrent qu’une spécialisation de l’économie dans certains produits et l’irrégularité des flux commerciaux dans certaines circonstances pourraient accroître le risque de violence et de conflit.

Cette section présente les mécanismes liés aux incitations économiques qui poussent les acteurs à la violence et au conflit, en utilisant le cadre fourni par Cali, M. (2015) et en s’appuyant sur les travaux de Collier, P., A. Hoeffler *et al.* (2004). Cali décrit trois mécanismes par lesquels les variations des flux commerciaux peuvent influencer sur la stabilité politique et les conflits (encadré 4.4).

Le cadre effectue également une distinction entre les produits de base “de source ponctuelle”, comme le pétrole et les minéraux, qui sont très précieux, ne créent pas beaucoup d’emplois et peuvent être facilement contrôlés, et les “produits de base dispersés”, notamment dans l’agriculture, qui sont à forte intensité de main-d’œuvre et plus difficiles à contrôler, mais qui peuvent être importants pour financer des groupes armés qui contrôlent des zones locales (par le biais de l’imposition). Une hausse des prix des produits de base de source ponctuelle incite davantage à lutter pour leur contrôle (effet de rapacité). Une augmentation du prix des produits de base dispersés augmenterait les revenus des producteurs locaux et, par suite, le coût d’opportunité des actes de violence, ce qui réduirait le risque de conflit. Une diminution du prix des produits de base dispersés aurait l’effet inverse, c’est-à-dire qu’elle augmenterait les risques de conflit (effet du coût d’opportunité), même si cela pourrait aider les groupes armés à financer leurs activités (effet ressources), accroissant ainsi le risque de conflit ou sa durée.

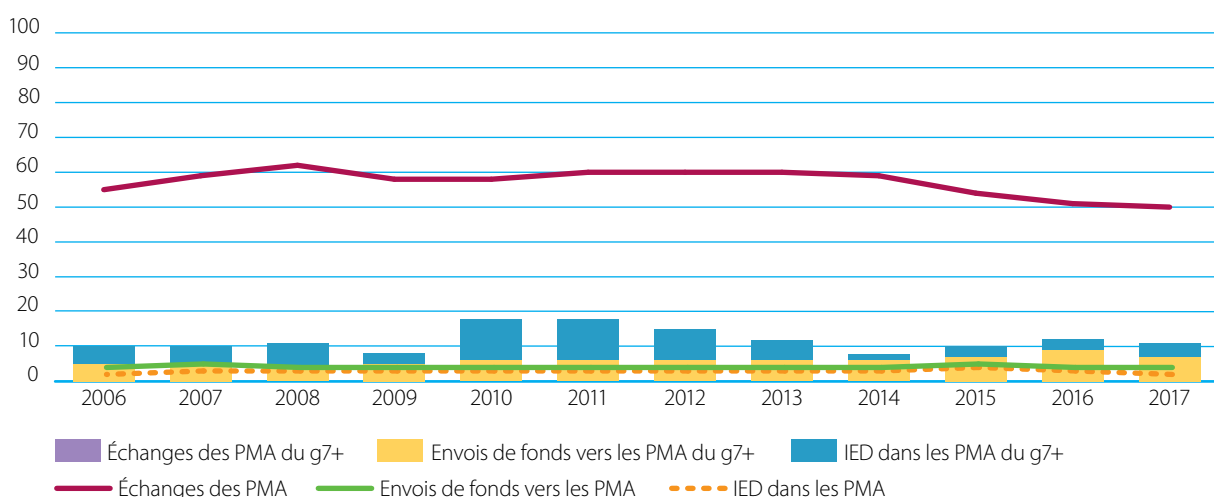
L'analyse transnationale de Cali fournit des arguments plus solides en faveur de l'effet de rapacité et indique que les variations des prix des produits de base influent sur la probabilité d'un conflit en intensifiant la concurrence pour les produits de base de source ponctuelle dont les prix augmentent. Une analyse de la CNUCED concernant la relation entre le commerce international et les conflits civils suggère de même que certains produits de base exportés ont une influence plus marquée que d'autres sur les conflits. Ce serait le cas du pétrole et du gaz, et des activités à forte intensité de main-d'œuvre, pour lesquels il existe un commerce illicite lucratif (CNUCED, 2004), parce que le commerce de ces produits peut financer les conflits (principalement grâce au financement des groupes armés) (effet ressources).

Un autre axe de recherche a souligné les liens entre, d'une part, une spécialisation économique et une concentration des exportations dans les produits primaires et, d'autre part, la qualité des institutions. Fearon, J. (2005) fait valoir que l'existence de recettes pétrolières incite moins à renforcer les compétences administratives et le contrôle sur le territoire national dans les pays tributaires du pétrole et que c'est la faiblesse relative des institutions publiques par rapport à des pays où le revenu par habitant est identique qui rend certains pays vulnérables face aux conflits. Ses données suggèrent qu'en moyenne, on peut avancer le même argument pour les exportations d'autres produits primaires, pour lesquelles les recettes publiques dépendent de l'imposition, même si les données sont moins convaincantes que pour le pétrole brut. Dans un cas comme dans l'autre, l'avantage lié au contrôle d'une ressource précieuse favorise les actes de violence et les conflits (effet de rapacité).

D'autres recherches ont mis l'accent sur les implications de l'instabilité des recettes en tant que cause sous-jacente de conflit. Guillaumont, P. *et al.* (2005) suggèrent que c'est l'instabilité causée par les chocs extérieurs qui importe dans les conflits, par opposition à une spécialisation dans certains produits spécifiques. S'appuyant sur les travaux de Collier, P. et Hoeffler, A. (2004) sur les liens entre les produits primaires et les conflits, Guillaumont, P. *et al.* (2005) concluent que "lorsqu'on introduit l'instabilité des exportations, pondérée par le degré d'ouverture, dans le modèle de Collier-Hoeffler sur la survenance des conflits, non seulement le coefficient de détermination augmente fortement, mais la part des produits primaires dans les exportations devient également insignifiante." Guillaumont, P. (2007) fait en outre valoir que "les politiques sont affaiblies par l'instabilité structurelle", par exemple du fait de pressions sur la dette publique, de la qualité et du taux des investissements, etc., ce qui implique que, dans le temps, l'instabilité affecte la capacité des pays à réagir aux chocs avec des politiques adéquates.

Cali affirme que les flux commerciaux dans les pays fragiles sont 'différents' parce qu'ils sont i) plus importants que les autres flux extérieurs et ii) particulièrement irréguliers, en partie en raison de leur concentration sur les produits primaires. Ces deux facteurs amplifieraient l'impact des variations des flux commerciaux dans les contextes fragiles. Les flux commerciaux des PMA membres du g7+ semblent refléter ces constatations.

Avec le groupe des PMA comme point de comparaison, la figure 4.2 montre que l'importance relative du commerce est plus élevée pour les PMA membres du g7+ et qu'elle n'est pas descendue à moins de 70% du financement extérieur au cours des dix dernières années. La figure 4.3 présente l'indice de concentration des exportations pour les PMA du g7+ et les PMA. La figure montre que la concentration des exportations de tous les PMA membres du g7+ est globalement supérieure à la moyenne des PMA, et que, si les PMA ont réduit le degré de concentration moyen de leurs exportations depuis 2006, la concentration des exportations des PMA du g7+ n'a pas beaucoup varié dans le temps, sauf pour le Yémen. Le tableau 4.A5 de l'annexe présente les trois principaux produits exportés par les PMA membres du g7+. Ces produits représentent au moins 40% des exportations totales de marchandises de tous ces pays, une proportion qui atteint 99% pour le Soudan du Sud. Enfin, la figure 4.1 (ci-dessus) indique la variation annuelle de l'indice des prix des produits de base. Elle montre que, sur la période allant de 2006 à 2017, le prix des combustibles a été particulièrement instable. L'exposition des PMA membres du g7+ aux flux commerciaux et à leur irrégularité suggère que les variations des flux commerciaux peuvent avoir des effets particulièrement déstabilisants dans ces pays.

Figure 4.2. Échanges, envois de fonds et flux d'IED vers les PMA et les PMA membres du g7+, 2006-2017

Source: Banque mondiale (2019, 2019a, 2019b) (consulté en février 2019).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933953261>

Les effets déstabilisants liés à l'irrégularité des recettes d'exportation peuvent être amortis grâce à différents mécanismes, comme les fonds de stabilisation qui permettraient de lisser l'investissement et la consommation lorsque les prix sont bas. Afin de réduire l'incitation à prendre le contrôle d'une ressource précieuse, comme le pétrole ou d'autres produits de base de source ponctuelle, il conviendrait d'axer les efforts sur le renforcement de la responsabilité et de la transparence dans le domaine de la gestion des ressources naturelles.

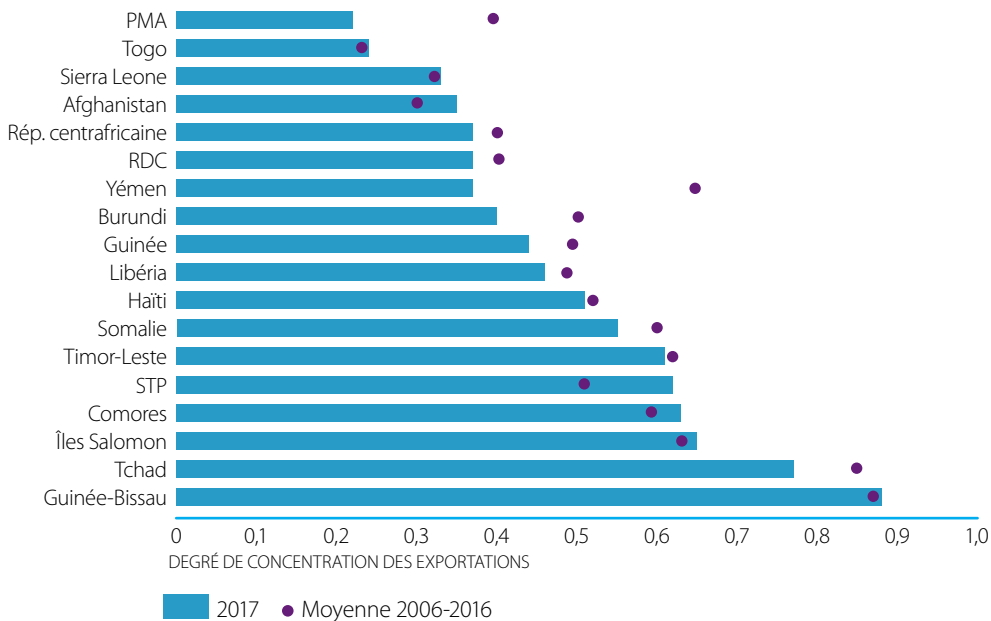
Une réponse complémentaire plus structurelle consisterait à diversifier la production et les exportations pour réduire la part des produits primaires, en particulier dans l'agriculture et les industries extractives, afin de réduire l'exposition aux risques associés aux fluctuations des flux commerciaux et renforcer ainsi la résilience face aux chocs extérieurs (Koren, M. et Tenreyro, S., 2007, et Papageorgiou, 2012).

Toutefois, une spécialisation économique dans les ressources naturelles ne condamne pas les pays au conflit, comme en témoigne l'expérience de pays riches en ressources, comme le Botswana, le Chili ou d'autres. De même, la diversification de l'économie ne suffirait pas non plus à elle seule à éliminer le risque de conflit. La violence et les conflits résultent de l'interaction entre plusieurs facteurs contextuels d'ordre socioéconomique, institutionnel, politique et autre, qui déterminent la manière dont des événements particuliers, y compris les variations des flux commerciaux, peuvent influencer sur la violence et les conflits.

Les inégalités – en particulier horizontales – et l'exclusion peuvent créer un terrain propice où se développent les griefs qui fragilisent la cohésion sociale et conduisent à la violence (Nations Unies/Banque mondiale, 2018). Les inégalités horizontales font référence à un accès inégal aux débouchés ou aux ressources, telles que les terres ou d'autres ressources naturelles, et aux différences de niveau de vie dans certains groupes, etc., ce qui peut générer de la frustration et de l'insatisfaction, et mener un groupe à se mobiliser et à recourir à la violence (Stewart, F., 2008).

Un taux de chômage ou de sous-emploi élevé, en particulier chez les jeunes, a été associé à un risque de conflit accru. L'absence de perspectives économiques et la présence d'obstacles économiques et politiques sous-jacents à la participation des jeunes dans la société peuvent engendrer un sentiment d'aliénation et rendre les jeunes vulnérables à une mobilisation violente afin de se garantir des moyens de subsistance (Stewart, F., 2008). La diversification économique peut réduire le coût d'opportunité du recours à la violence en augmentant les possibilités d'emploi dans d'autres secteurs, notamment pour les jeunes, comme cela est examiné plus en détail au chapitre 8.

Figure 4.3. Concentration des exportations dans les PMA membres du g7+



Note : Des valeurs d'indice plus élevées indiquent une plus forte concentration des exportations sur quelques produits.

Source: Base de données UNCTADStat (consultée en février 2019).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933953280>

Par ailleurs, l'inclusion contribue à prévenir les conflits, à y mettre fin, et à éviter qu'ils ne s'aggravent ou ne reprennent (Paffenholz *et al.*, 2017). Ménager des espaces pour la participation économique, sociale et politique des jeunes et des femmes pourrait également contribuer à accroître la stabilité (Nations Unies/Banque mondiale, 2018).

Les recettes d'exportation représentent une source de financement extérieur majeure pour les PMA membres du g7+ et la concentration de leurs exportations sur un très petit nombre de produits assez instables les rend vulnérables face aux chocs extérieurs. La composition des exportations de certains produits de base précieux peut constituer une incitation à lutter contre les institutions publiques, et à leur nuire, ainsi qu'à la qualité des politiques publiques, y compris celles visant à promouvoir un environnement économique favorable au développement du secteur privé et à favoriser la diversification de l'économie. La question de savoir si l'instabilité découlant des fluctuations des flux commerciaux génère des conflits dépend toutefois de facteurs contextuels. Des politiques favorisant l'inclusion et réduisant les inégalités amélioreraient la résilience des pays et des sociétés face au risque de conflit.

L'AIDE POUR LE COMMERCE DESTINÉE À SOUTENIR LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DANS LES PMA

“La capacité du Tchad à accroître sa production de marchandises et de services est fondamentale pour renforcer à la fois le commerce national et international, avec tous les avantages que cela peut apporter pour stimuler les recettes publiques et la création d'emplois. L'Aide pour le commerce joue un rôle vital dans le renforcement du capital humain, des institutions et des infrastructures, et le soutien au secteur privé afin d'atteindre les objectifs de développement durable.” – S.E. Mahamat Hamid Koua, Ministre du pétrole et de l'énergie, au nom du Ministre des mines, du développement commercial et industriel, et de la promotion du secteur privé.

Aide pour le commerce

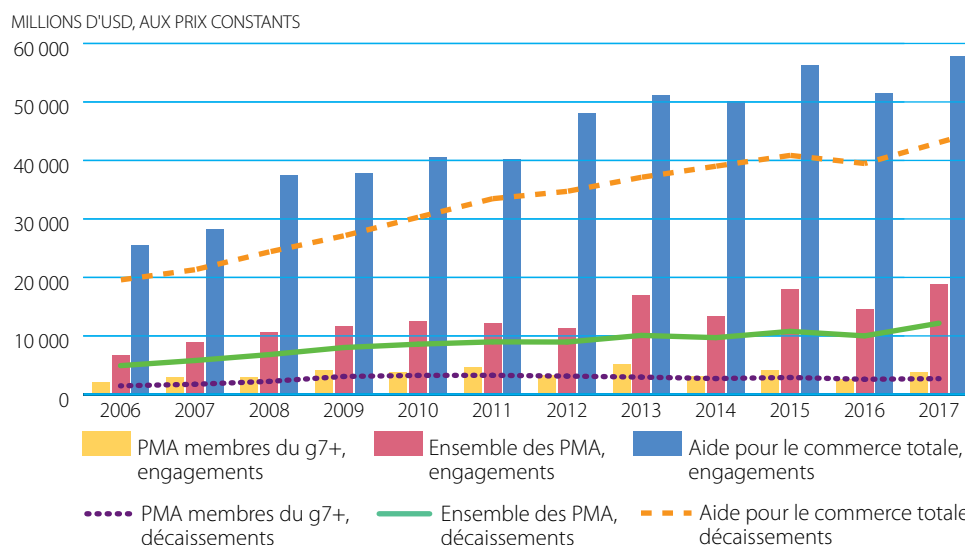
La communauté internationale contribue aux efforts des pays en développement et des PMA en faveur de la diversification économique et de la transformation structurelle grâce à des programmes de développement, dont l'Aide pour le commerce. Depuis 2006, plus de 400 milliards d'USD ont été décaissés au titre de l'APD pour renforcer les capacités commerciales dans les pays en développement et les PMA.

Cette section examine les flux d'Aide pour le commerce vers les PMA et les PMA membres du g7+ sous le prisme de la diversification économique.

“Parmi les grandes priorités des Comores, les efforts suivis en faveur de la diversification économique visent à élargir la base d'exportation de trois grands produits d'exportation et à satisfaire la demande intérieure, tout en ciblant les marchés régionaux”. – Comores, Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC (2019).

Les PMA représentent 27% de l'Aide pour le commerce totale. Ils sont les deuxièmes bénéficiaires de l'Aide pour le commerce, avec une part inférieure de 12% à celle des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. L'Aide pour le commerce en faveur des PMA suit la même tendance que l'Aide pour le commerce totale: au cours des cinq dernières années, les engagements ont varié, mais les décaissements sont restés stables. Les engagements en faveur des PMA ont augmenté de 28% en 2017, après avoir diminué en 2016 (figure 4.4). Les PMA d'Afrique représentent 63% de l'Aide pour le commerce accordée aux PMA depuis 2006. Les PMA membres du g7+ représentent près d'un quart de l'Aide pour le commerce totale en faveur des PMA, les flux étant restés globalement stables depuis 2009.

Figure 4.4. Flux d'Aide pour le commerce en faveur des PMA et des PMA membres du g7+, moyenne pour 2006-2017



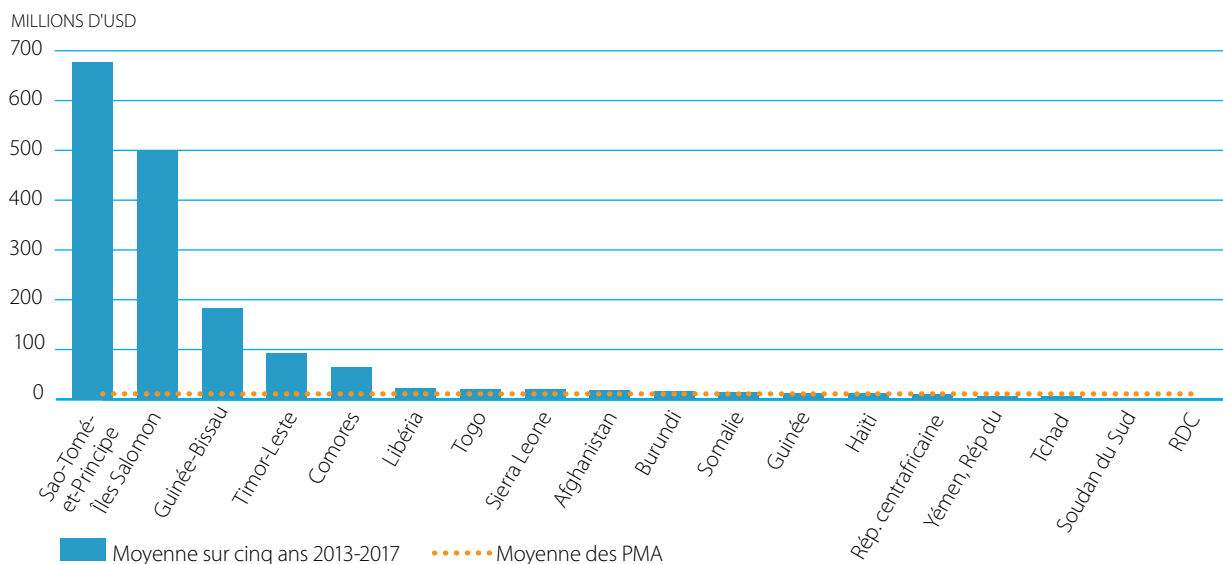
Source: SNPC de l'OCDE-CAD: base de données sur les activités d'aide (2019) (consultée en avril 2019).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933953299>

L'Aide pour le commerce est répartie de façon inégale entre les PMA. Les cinq principaux bénéficiaires – Afghanistan, Bangladesh, Éthiopie, Mozambique, Tanzanie – ont représenté plus de 40% des décaissements totaux au titre de l'Aide pour le commerce en faveur des PMA entre 2006 et 2017. Quatre des PMA du g7+ – Afghanistan, RDC, Haïti et Yémen – reçoivent plus de la moitié de l'Aide pour le commerce accordée au groupe.

La situation est plus nuancée lorsqu'on examine les flux par habitant: les petits États insulaires en développement (PEID) et le Timor-Leste arrivent en tête, nettement au-dessus de la moyenne des PMA, ce qui est dû à la taille réduite de leur population et au fait que le coût d'acheminement de l'aide est intrinsèquement plus élevé lorsque les populations sont dispersées géographiquement (OCDE, 2018) (figure 4.5). Pour la plupart des PMA membres du g7+, les montants par habitant alloués au titre de l'Aide pour le commerce sont inférieurs à la moyenne des PMA. Les réponses du Burundi, de la République centrafricaine et des Comores à l'exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC (2019) reconnaissent des progrès limités en termes de diversification économique en raison de l'insuffisance des financements au titre de l'Aide pour le commerce.

Figure 4.5. Décaissements au titre de l'Aide pour le commerce en faveur des PMA membres du g7+, par habitant, 2013-2017



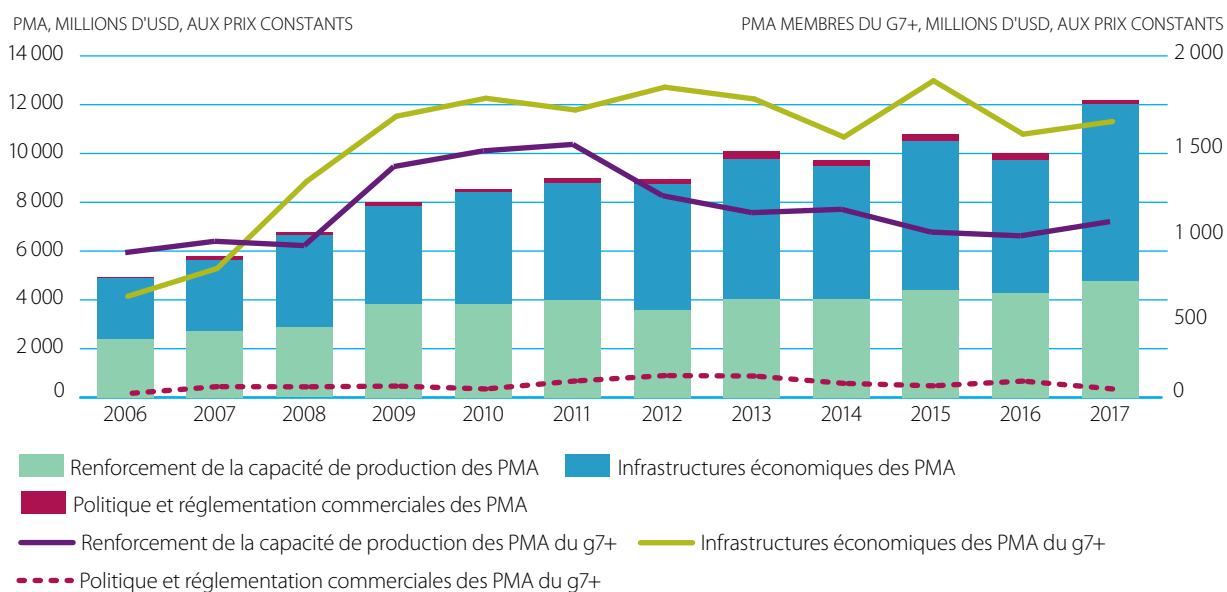
Source : SNPC de l'OCDE-CAD: base de données sur les activités d'aide (2019); Banque mondiale (2019d) (consultée en avril 2019).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933953318>

Quelques partenaires de développement fournissent l'essentiel de l'Aide pour le commerce en faveur des PMA. Depuis 2006, la Banque mondiale, le Japon, les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne fournissent plus de 60% des décaissements au titre de l'Aide pour le commerce en faveur des PMA. La Banque mondiale, les États-Unis et l'UE sont les principaux fournisseurs d'Aide pour le commerce pour les PMA membres du g7+, avec 70% des décaissements sur la même période.

La plupart de l'Aide pour le commerce accordée aux PMA est destinée aux infrastructures. La plupart des décaissements au titre de l'Aide pour le commerce en faveur des PMA sont destinés aux infrastructures (55%) et au renforcement de la capacité de production (43%). Les décaissements en faveur des PMA du g7+ affichent une structure semblable, les infrastructures représentant 56% de l'Aide pour le commerce accordée à ces pays (figure 4.6). Sur la même période, le soutien à la politique et à la réglementation commerciales, y compris la facilitation des échanges, représente 2% et 3%, respectivement, pour les PMA et les PMA membres du g7+. La part de l'ajustement lié au commerce reste extrêmement limitée.

Figure 4.6. Décaissements par catégorie d'Aide pour le commerce, 2006-2017



Source : SNPC de l'OCDE-CAD: base de données sur les activités d'aide (2019) (consultée en avril 2019).

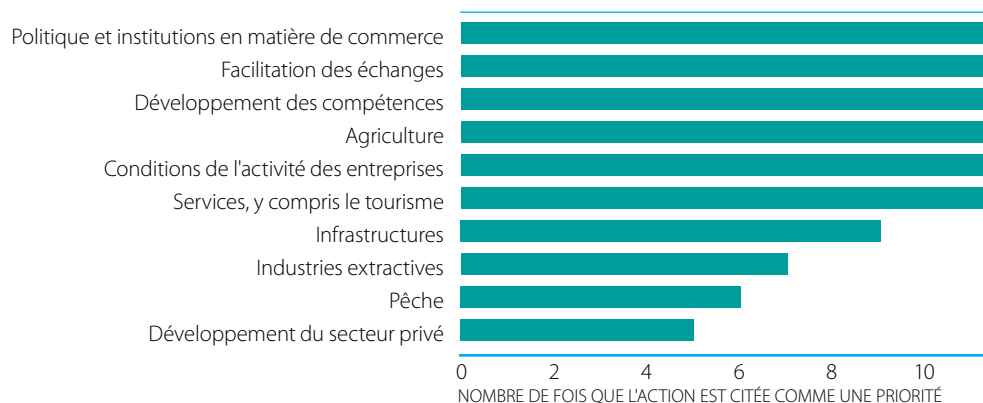
[StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933953337](http://dx.doi.org/10.1787/888933953337)

Dans l'exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC (2019), les PMA identifient les infrastructures comme étant une contrainte majeure pour la diversification de l'économie; viennent ensuite l'accès au financement (PMA) et les coûts élevés du commerce (PMA membres du g7+).

“Le soutien devrait être axé davantage sur la promotion de l'accès au financement et le renforcement des capacités productives et commerciales du pays.” – Togo, Exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE-OMC (2019).

Par ailleurs, les EDIC des PMA membres du g7+ réalisées sous l'égide du CIR⁴ soulignent les besoins en termes d'assistance technique afin d'améliorer l'élaboration et la mise en œuvre de la politique commerciale, et de mener des réformes en matière de facilitation des échanges dans ces pays (figure 4.7).

Figure 4.7. Matrices des actions des EDIC: identifier les priorités des PMA membres du g7+



Source : CIR, Études diagnostiques sur l'intégration du commerce.

[StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933953356](http://dx.doi.org/10.1787/888933953356)

Encadré 4.5. Accroître la valeur ajoutée des principales cultures de rapport aux Comores

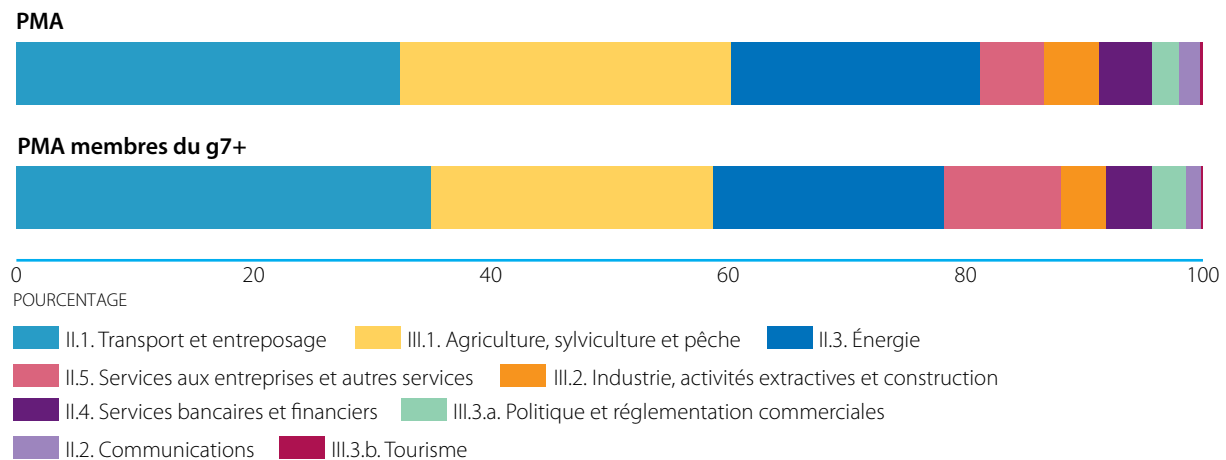
Aux Comores, près de la moitié de la population travaille pour la récolte, la transformation ou l'exportation de 3 cultures de rapport: ylang-ylang, clou de girofle et vanille. Ces 3 produits représentent 80% des exportations du pays. La coopération entre le PNUD, l'ITC et le CIR a offert de nouveaux débouchés aux producteurs d'ylang-ylang, aux distillateurs et aux petits entrepreneurs des Comores. Aujourd'hui, ils sont mieux organisés dans différentes coopératives et collaborent pour améliorer la productivité et accroître les revenus.

Une coopérative créée récemment pour l'ylang-ylang compte 250 cueilleuses, 50 planteuses et 47 distillateurs. En outre, de petites entreprises semblables à Nectalab peuvent désormais créer de la valeur ajoutée dans le pays, grâce aux huiles essentielles et aux produits de beauté produits directement aux Comores. Les résultats prennent de l'ampleur dans le secteur de la vanille grâce au Programme intégré pour le commerce aux Comores de la Société internationale islamique de financement du commerce.

Source: D'après l'EDIC des Comores (2015) et l'exercice de suivi de l'Aide pour le commerce OCDE/OMC (2019) des Comores.

Les transports et l'entreposage reçoivent la majeure partie des décaissements au titre de l'Aide pour le commerce accordés aux PMA, soit plus de 30% depuis 2006, devant l'agriculture (encadré 4.5). La répartition par secteur est la même pour les PMA membres du g7+, même si les transports et l'entreposage, ainsi que les services aux entreprises et autres services, sont relativement plus importants dans ces pays que dans l'ensemble des PMA (figure 4.8).

Figure 4.8. Principaux secteurs des PMA soutenus au titre de l'Aide pour le commerce, 2006-2017



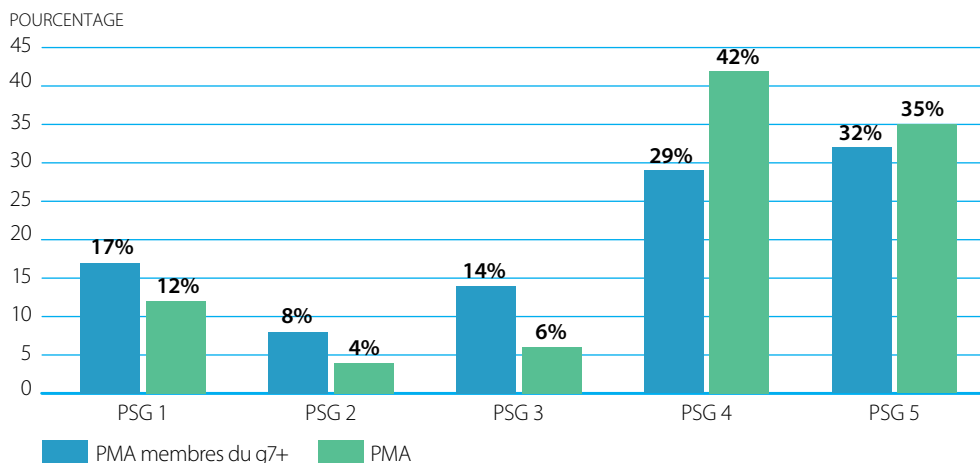
Source : SNPC de l'OCDE-CAD: base de données sur les activités d'aide (2019) (consultée en avril 2019).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888933953375>

Soutenir les fondements économiques des PMA membres du g7+

Près de 60% de l'APD totale accordée aux PMA membres du g7+ depuis 2006 ont financé des interventions associées aux objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État.⁵ S'agissant de la répartition entre les PSG, les investissements les plus élevés concernent les fondements économiques, ainsi que les recettes et les services, mais ces flux sont relativement plus importants dans les PMA que dans les PMA du g7+. Ce phénomène peut s'expliquer par le fait que ces PSG "recouvrent un large éventail de pratiques classiques de développement fondées sur la croissance économique [et qu'il] est plus facile de réaliser des projets en plus grand nombre et sur une plus grande échelle dans les situations où il n'y a pas de fragilité" (OCDE, 2018) (figure 4.9).

Figure 4.9. Répartition de l'APD entre les objectifs de consolidation de la paix et de renforcement de l'État du New Deal, par PSG, pour les PMA et les PMA membres du g7+, 2006-2017



Source : SNPC de l'OCDE-CAD: base de données sur les activités d'aide (2019) (consultée en avril 2019).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933953394>

Inversement, les PSG concernant la légitimité politique, la sécurité et la justice reçoivent des investissements relativement plus importants dans les PMA du g7+ que dans l'ensemble des PMA. Cela laisse à penser que, d'une certaine manière, ces PSG sont hiérarchisés par les PMA membres du g7+, qui ont pris des engagements avec leurs partenaires. La question de savoir si les PSG bénéficient, dans leur ensemble et individuellement, d'un financement suffisant est de nature très contextuelle dans la mesure où les coûts de programmation, ainsi que les besoins, varient selon la dimension de la fragilité visée, et d'un contexte à l'autre (OCDE, 2018).

Néanmoins, la part de l'aide humanitaire accordée aux PMA membres du g7+ au titre de l'aide au développement totale a progressivement augmenté depuis 2006 et elle a atteint 29% en moyenne en 2017. La hausse de l'aide humanitaire et les autres tendances de l'APD ont réduit le montant global de l'aide programmable, qui est tombée sous le seuil de 50% en 2015 (Nations Unies, 2018). Cette tendance générale inquiète les PMA et les pays fragiles car l'APD est essentielle pour soutenir les investissements stratégiques permettant d'atteindre les ODD dans ces pays.

Soutenir la diversification de l'économie dans les PMA membres du g7+ grâce à l'Aide pour le commerce

Dans les pays fragiles et touchés par des conflits, réduire l'instabilité causée par les chocs commerciaux pourrait contribuer à réduire la violence et les conflits, qui sont liés à l'importance des produits précieux issus des industries extractives dans le profil économique et commercial de ces pays. Toutefois, il est particulièrement difficile de déclencher les processus de diversification économique et de transformation structurelle dans ces contextes.

Dans les pays fragiles et touchés par des conflits, les infrastructures physiques et la sécurité constituent des obstacles majeurs au développement du secteur privé, mais les politiques publiques et la réglementation jouent également un rôle important. Dans le même temps, faire avancer la réforme des politiques et des institutions dans ces environnements fragiles et touchés par des conflits peut être clivant et générer une résistance plus fondamentale que ce que l'on peut attendre dans le cadre de tout processus de changement s'inscrivant dans les contextes de développement ordinaires. Il est nécessaire de bien comprendre l'économie politique des réformes et la dynamique qui les entoure.

Le secteur privé peut avoir des comportements prédateurs lorsque le cadre institutionnel est faible (Utterwulghé, S., 2014). Les efforts en matière de politique et de réglementation peuvent, par exemple, inciter les entreprises à se tourner vers des activités productives plutôt que des activités qui génèrent des rentes, et renforcer la transparence; soutenir les micro, petites et moyennes entreprises, qui représentent la majorité des entreprises dans les pays à faible revenu, contribue à un partage plus large des bénéfices de la croissance économique. Établir des "mécanismes de surveillance équitables pour l'utilisation et la gestion des produits des industries extractives [...] peut désamorcer les tensions; le rôle du secteur privé est essentiel" (Nations Unies/Banque mondiale, 2018).

L'expansion rapide des emplois productifs est essentielle en termes de stabilisation, de développement à long terme et d'autonomisation économique (encadré 4.6). Citant des éléments tirés de programmes et de recherches sur les pays fragiles et touchés par des conflits, Dubwick, N. *et al.* (2013) défendent une approche plus proactive de la création d'emploi dans ces contextes de fragilité et de conflit, laquelle exigerait de modifier la chronologie traditionnelle des actions, en commençant par améliorer l'environnement politique et macroéconomique, et par renforcer la primauté du droit, etc., et ce, *avant* de lancer des programmes pour le développement du secteur privé. Une approche qui fonctionnerait plutôt en parallèle serait souhaitable. La politique des Nations Unies sur l'emploi après les conflits suit cette approche et repose sur trois axes de travail: i) stabilisation de la création de revenus et des emplois d'urgence, ii) relance de l'économie locale pour les possibilités d'emploi et la réinsertion, et iii) création d'emplois durables et décentés (Nations Unies, 2009). Les trois axes fonctionnent en parallèle, mais pas au même rythme, qui varie dans le temps en fonction de l'évolution des besoins sur le terrain et du passage de la crise à la résilience, conformément à l'échelle d'intensité établie par les PMA membres du g7+.

Les chaînes de valeur peuvent contribuer à retisser les liens avec les marchés et à développer la confiance entre différents groupes sociaux (DAES, 2010). Un rapport de synthèse de l'USAID sur les enseignements tirés des programmes consacrés aux chaînes de valeur dans les situations de conflit souligne la même chose et note que les activités qui renforcent la confiance, telles que les associations ou les groupes de travail sur les chaînes de valeur, permettent de développer la confiance et les liens entre entreprises reliées horizontalement et verticalement dans la chaîne.

Encadré 4.6. Nouvelles possibilités d'emploi dans les PMA membres du g7+: les routes du développement

L'année 2017 a été marquée par un résultat important pour la communauté internationale du développement suite à l'attention croissante portée aux contextes fragiles: l'adoption par l'Organisation internationale du travail (OIT) de la Recommandation n° 205 sur l'emploi et le travail décent au service de la paix et de la résilience. La Recommandation n° 205 a remplacé la Recommandation n° 71 sur la "Transition de la guerre à la paix" adoptée après la Seconde Guerre mondiale qui intégrait la dimension de conflit interne. La nouvelle recommandation met l'accent sur le redressement et la reconstruction dans les situations post-conflit, sur les causes profondes de la fragilité et sur les mesures pour renforcer la résilience. Elle appelle à intensifier la coopération internationale, la coordination et la cohérence. Elle insiste également sur la promotion de l'emploi, le développement des capacités et le renforcement des institutions. Sur la base de cette recommandation, le programme de l'OIT sur des emplois au service de la paix et de la résilience se concentre sur la création d'emplois, le développement des compétences et l'esprit d'entreprise, et contribue ainsi à la cohésion sociale.

Depuis 2012, le Timor-Leste, soutenu par l'Australie et l'OIT, a réussi à construire plus de 300 kilomètres de routes rurales et à rénover plus d'un quart du réseau, contribuant ainsi à relier les régions éloignées du pays aux marchés, améliorant l'accès aux écoles et aux hôpitaux, et créant des emplois dont le pays a grand besoin. Déterminé à poursuivre le renforcement de la connectivité routière, le gouvernement du Timor-Leste finance l'ensemble des travaux routiers restants, tandis que l'Australie continue de soutenir l'assistance technique accordée au pays par l'OIT jusqu'en 2021

Au fil des ans, 14 PMA membres du g7+ ont bénéficié du soutien de l'OIT, et notamment l'Afghanistan, le Burundi, la République centrafricaine, les Comores, la République démocratique du Congo, la Guinée, Haïti, le Libéria, la Sierra Leone, les Îles Salomon, la Somalie, le Soudan du sud et le Timor-Leste.

Source: D'après l'OIT (2017), (2017a).

Toutefois, l'intégration dans les chaînes de valeur mondiales accroît l'exposition aux chocs extérieurs dans la mesure où l'implantation des tâches dans différents lieux le long de la chaîne de valeur évolue en fonction de l'évaluation que font les grandes entreprises des coûts de production relatifs dans les différents emplacements (CNUCED, 2013).

Les chaînes de valeur peuvent également accroître les inégalités si elles excluent certains segments de la population, notamment les petits agriculteurs, ceux qui sont relativement isolés ou qui n'ont pas les moyens de production nécessaires pour participer. Pour que les programmes contribuent davantage à la résilience, ils devraient plutôt être conçus en vue de créer des débouchés pour les pauvres, en particulier les jeunes et ceux qui sont affectés par des conflits.

L'Aide pour le commerce en faveur des PMA et des PMA membres du g7+ soutient le développement de la capacité de production et des infrastructures dans ces pays, ce qui est important pour diversifier l'économie. Plus d'un tiers des investissements sont concentrés dans le secteur agricole, ce qui est essentiel pour réduire la pauvreté et ouvrir une voie vers la diversification de l'économie dans les pays à faible revenu. Néanmoins, une répartition sectorielle plus équilibrée de l'Aide pour le commerce pourrait également soutenir la diversification grâce à des solutions prometteuses en dehors de l'agriculture. L'Aide pour le commerce est fortement concentrée dans quelques PMA et si le montant total des décaissements effectués à ce titre en faveur des PMA a progressivement augmenté, les décaissements en faveur des PMA membres du g7+ sont restés stables au cours des cinq dernières années. Pour la plupart des PMA membres du g7+, les montants alloués par habitant sont inférieurs à la moyenne des PMA.

Soutenir la diversification économique dans les PMA membres du g7+ peut contribuer à la paix, la stabilité et la réalisation des ODD. Toutefois, il est particulièrement difficile de déclencher la transformation de l'économie par le biais de la diversification économique dans les contextes fragiles. Dans ces situations, les programmes devraient tenir spécifiquement compte de l'économie politique des réformes. Il peut être particulièrement utile de mettre l'accent sur la création d'emplois, notamment grâce à des programmes qui ciblent certains secteurs et certaines chaînes de valeur, et contribuent à renforcer la confiance entre les acteurs. La participation des parties prenantes locales, y compris les jeunes, les femmes et les personnes affectées par le conflit et la fragilité, est essentielle pour développer la résilience et éviter que les conflits ne reprennent.

CONCLUSIONS

Dans le cadre des réflexions sur l'importance de la diversification économique pour le développement durable et sur le rôle de l'Aide pour le commerce, le présent chapitre s'est concentré sur la situation particulière des PMA. Une des principales conclusions est que l'absence de diversification de l'économie et des exportations est une cause essentielle de la vulnérabilité structurelle des économies des PMA et qu'elle a des conséquences importantes sur la capacité de ces pays à maintenir une croissance économique qui crée des débouchés pour tous, et réduit ainsi la pauvreté et les inégalités. Le transfert des ressources d'activités à faible productivité au profit d'activités à forte productivité dans l'agriculture, les services et le secteur manufacturier favorisera une plus forte croissance économique et une convergence vers de plus hauts niveaux de revenu dans les PMA. Les investissements publics dans les infrastructures et le capital humain sont importants, de même que les réformes politiques qui créent un environnement propice aux investissements productifs privés et les politiques ciblées visant à promouvoir les secteurs qui présentent un potentiel en termes de diversification et de création d'emplois.

Le chapitre conclut également que les efforts en faveur de la diversification de l'économie et des exportations dans les PMA membres du g7+ présente l'avantage supplémentaire de favoriser la stabilité et de promouvoir l'inclusion dans la mesure où la diversification économique améliore les moyens de subsistance et les emplois pour la population, en particulier les jeunes, les femmes et les personnes affectées par les conflits. Cependant, il est particulièrement difficile de promouvoir la diversification de l'économie dans les situations de fragilité en raison des clivages politiques et de la faiblesse des cadres et des capacités institutionnels résultant de la fragilité et des conflits. Les programmes visant

à soutenir la diversification de l'économie et des exportations doivent tenir compte des sensibilités de l'économie politique et former des coalitions en faveur de réformes qui contribuent aux activités économiques productives du secteur privé, à la création d'emplois et à la réduction de la pauvreté.

Enfin, l'analyse conclut que l'Aide pour le commerce soutient les efforts déployés par les PMA eux-mêmes pour diversifier leurs économies et leurs exportations par le biais d'investissements dans les infrastructures et les capacités de production. Néanmoins, la stagnation de l'Aide pour le commerce accordée aux PMA et aux PMA membres du g7+, ainsi que sa forte concentration dans quelques pays, posent la question du niveau adéquat des flux vers ces pays. Pour la plupart des PMA membres du g7+ en situation de fragilité, l'Aide pour le commerce par habitant est inférieure à la moyenne des PMA. Dans ce cadre, il serait important d'accroître l'Aide accordée aux PMA dans la mesure prévue par les engagements internationaux.

Pour lutter contre le risque de violence, il est nécessaire de mieux aligner les efforts déployés à des fins humanitaires, de développement et de consolidation de la paix. Les programmes d'Aide pour le commerce dans les situations fragiles devraient tenir particulièrement compte de la manière dont les programmes pourraient interagir avec le contexte local, et soutenir les efforts plus larges de renforcement de l'État et de consolidation de la paix. Les PMA membres du g7+ accordent à ces domaines un certain degré de priorité. ■

NOTES

1. Nous souhaitons remercier Frans Lammersen et Rachel Scott pour leurs orientations stratégiques, et Aussama Bejraoui d'avoir partagé les dernières données sur l'Aide pour le commerce (OCDE), ainsi que Ratnakar Adhikari (CIR), Michael Roberts et Evgeniia Shannon (OMC), David Kucera (OIT) et Riad Meddeb du PNUD pour leurs précieuses observations.
2. Bangladesh, Bhoutan, Kiribati, RDP lao, Myanmar, Népal, Sao Tomé-et-Principe, Îles Salomon, Timor-Leste et Tuvalu.
3. L'IPL agrégé regroupe en une seule mesure les résultats pour les six composantes obtenus lors des quatre dernières enquêtes; <https://lpi.worldbank.org/>.
4. D'après les EDIC de 16 PMA membres du g7+. L'EDIC de la Somalie est en cours de planification, tandis que celle de la République centrafricaine a été mise en attente.
5. Cette analyse repose sur les catégories utilisées dans les États de fragilité 2018 de l'OCDE pour les codes SNPC dans le cadre des PSG. Voir: <http://www.oecd.org/fr/c'est-à-dire/etats-de-fragilite-2018-9789264308916-fr.htm>.

RÉFÉRENCES

- Andreoni, A., et C.L. Gomez (2012). Can we live on services? Exploring manufacturing-services interfaces and their implications for industrial policy design. http://druid8.sit.aau.dk/acc_papers/j2uc1c7qnybes5rm57hueffrhaj.pdf, consulté le 4 mars 2019.
- Cali, M. (2015). *Trading away from conflict. Using trade to increase resilience in fragile states*, Banque mondiale, Washington, D.C.
- Collier, P., et A. Hoeffle (2004). "Aid, Policy and Growth in Post-Conflict Societies", *European Economic Review*, vol. 46, n° 8, pages 1475 à 1500.
- Dubwick, N., R. Srinivasan, J. Cuesta et D. Madani (2013). *Creating jobs in Africa's Fragile States. Are value chains the answer?*, Banque mondiale, Washington, D.C.
- Guerrieri, P., et V. Meliciani (2005). Technology and international competitiveness: The interdependence between manufacturing and producer services. *Structural Change and Economic Dynamics*, vol. 16, n° 4, pages 489 à 502.
- Guillaumont, P., et S. Guillaumont Jeanneney. *State fragility and economic vulnerability: what is measured and why?* 2009.18.2011.
- Hidalgo, C.A., B. Klinger, A.-L. Barabasi et R. Hausmann (2007). "The product space conditions the development of nations", *Science*, vol. 317, pages 482 à 487.
- Hoeffler, A. (1999). *Challenges of Infrastructure Rehabilitation and Reconstruction in War-affected Economies*, Document d'information pour le rapport de la Banque africaine de développement, REP/ 2000-2.
- OIT (2017). Recommandation n° 205 sur l'emploi et le travail décent au service de la paix et de la résilience, 2017. OIT, Genève. https://www.ilo.org/dyn/normlex/fr/f?p=NORMLEXPUB:12100:0::NO::P12100_ILO_CODE:R205, consulté le 1^{er} mars 2019.
- OIT (2017a). *Rural Road development for better rural employment and economy*, OIT, Genève, https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---asia/---ro-bangkok/---ilo-jakarta/documents/publication/wcms_548653.pdf, consulté le 15 février 2019.
- IRAM (2013). Appuyer la transition vers une filière gomme arabique plus durable, Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement. IRAM. <https://www.iram-fr.org/ouverturepdf.php?file=628-1485716241.pdf>, consulté le 15 février 2019.
- ITC (2017). Rapport final: projet de renforcement des capacités commerciales de la filière gomme arabique tchadienne (PRCCFGAT), ITC, Genève.
- UIT (2018). Achieving universal and affordable internet in the Least Developed Countries. ICTs, LDCs and the SDGs, UIT.
- Koren, M., et S. Tenreyro (2007). "Volatility and Development", *Quarterly Journal of Economics*, vol. 122, pages 243 à 287.
- Koren, M., and S. Tenreyro (2007). 'Volatility and Development', *Quarterly Journal of Economics*, Vol. 122, pages 243 à 287.
- Kucera D., X. Jiang (2018). Structural transformation in emerging economies: leading sectors and the balanced growth hypothesis, Oxford Development Studies. <https://doi.org/10.1080/13600818.2018.1533934>, consulté le 4 mars 2019.
- McKechnie, A., A. Lightner, et D.W. te Velde (2018). Economic Development in Fragile contexts. Learning from success and failure, ODI, https://set.odi.org/wp-content/uploads/2018/05/SET-Econ-Development-in-Fragile-States_Final-report.pdf.

- McMillan, M., J. Page, D. Booth et D.W. te Velde (2017). *Supporting economic transformation: An approach paper*. Supporting Economic Transformation Report, Overseas Development Institute, Londres.
- Mishra, S., Lundstrom, S. et Anand, R. (2011). *Services Export Sophistication and Economic Growth*, http://siteresources.worldbank.org/INTRANETTRADE/Resources/Internal-Training/287823-1285275962946/Service_Export_Growth.pdf, consulté le 10 février 2019.
- OCDE (2018). *États de fragilité 2018*, Éditions OCDE, Paris, https://www.oecd-ilibrary.org/fr/development/etats-de-fragilite-2018_9789264308916-fr, consulté le 11 février 2019.
- Paffenholz, T., A. Hirblinger, D. Landau, F. Fritsch et C. Dijkstra (2017). "Preventing Violence through Inclusion: From Building Political Momentum to Sustaining Peace." Note d'information pour l'étude phare des Nations Unies et de la Banque mondiale, *Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict*, Banque mondiale, Washington, D.C.
- Papageorgiou, C., et S. Nikola (2012). Economic Diversification in LDCs: Stylized Facts and Macroeconomic Implications, IMF Staff Discussion Note, SDN/12/13, FMI.
- Parker, J.C. (2008). *A synthesis of practical lessons from value chain projects in conflict-affected environments*, microREPORT#105, USAID, Washington, D.C.
- Rodrik, D. (2013). "Unconditional convergence in manufacturing", *The Quarterly Journal of Economics*, pages 165 à 204.
- Sinha, S., J. Holmberg et T. Mark (2013). What works for market development: A review of the evidence, UTV Working Paper 2013:1, Sida.
- Stewart, F., et J.F.E. Ohiorhenuam (2008), *Post-conflict economic recovery. Enabling local ingenuity*, PNUD, New York.
- CNUCED (2013). *Global Value Chains and Development. investment and value-added trade in the global economy*, Nations Unies, https://unctad.org/en/PublicationsLibrary/diae2013d1_en.pdf, consulté le 20 février 2019.
- CNUCED (2014). *Rapport 2014 sur les pays les moins avancés. Croissance et transformation structurelle: un programme de développement pour l'après-2015*, Nations Unies, https://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/ldc2014_fr.pdf, consulté le 20 février 2019.
- CNUCED (2015). *Rapport 2015 sur les pays les moins avancés. Transformer l'économie rurale*, Nations Unies, https://unctad.org/fr/PublicationsLibrary/ldc2015_fr.pdf, consulté le 20 février 2019.
- CNUCED (2016). *Rapport 2016 sur les pays les moins avancés. Le processus de reclassement et au-delà: tirer parti de la dynamique*. Nations Unies, <https://unctad.org/fr/pages/PublicationWebflyer.aspx?publicationid=1664>, consulté le 20 février 2019.
- CNUCED (2017). Améliorer la mise en œuvre des objectifs et buts du Programme d'action d'Istanbul concernant les capacités productives et le doublement de la part des pays les moins avancés dans les exportations mondiales, TD/B/C.I/EM.9/2, Nations Unies, https://unctad.org/meetings/fr/SessionalDocuments/ciem9d2_fr.pdf, consulté le 20 février 2019.
- CNUCED (2018). Statistical Tables in the LDCs Report 2018. <https://unctad.org/en/Pages/ALDC/Least%20Developed%20Countries/LDC-Statistics.aspx>, consulté le 15 février 2019.
- PNUD (2018). *Human Development Indices and Indicators. 2018 Statistical Update*, PNUD, New York.
- Nations Unies (2009). *Policy for Post-conflict employment creation, income generation and reintegration*, Nations Unies, Genève.

Nations Unies (2018). *Manuel relatif à la catégorie des pays les moins avancés: inscription, retrait et mesures spéciales de soutien*, troisième édition, Comité des politiques de développement et Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, New York.

Nations Unies et Banque mondiale (2018). *Pathways for Peace: Inclusive Approaches to Preventing Violent Conflict (Chemins pour la paix: Approches inclusives pour la prévention des conflits violents)*, Banque mondiale, Washington, D.C., <https://openknowledge.worldbank.org/handle/10986/28337>, consulté le 10 février 2019.

Utterwulghe, S. (2014), *Fostering Private Sector Development in Fragile States: A Piece of Cake?*, <https://blogs.worldbank.org/psd/water/fostering-private-sector-development-fragile-states-piece-cake> consulté le 20 février 2019.

Banque mondiale (2019). Commerce de marchandises (% du PIB), <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/ne.trd.gnfs.zs> (consulté le 20 février 2019).

Banque mondiale (2019a). Envois de fonds des travailleurs et rémunérations des salariés, reçus (% du PIB), <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/bx.trf.pwkr.dt.gd.zs> (consulté le 20 février 2019).

Banque mondiale (2019b). Investissement étranger direct, flux entrants nets (% du PIB), <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/bx.klt.dinv.wd.gd.zs> (consulté le 20 février 2019).

OMC (2017). Déclaration ministérielle adoptée à la première réunion des ministres du commerce du groupe g7+ es accessions à l'OMC, WTO/MIN (17)/51.

OMC (2018), Accès aux marchés pour les produits et services dont l'exportation présente un intérêt pour les PMA, Sous-Comité des pays les moins avancés, Note du secrétariat, OMC, Genève, 2 octobre 2018, WT/COMTD/LDC/W/66.

ANNEXE

Catégorie de pays	Emploi dans l'agriculture		Emploi dans l'industrie		Emploi dans le secteur manufacturier		Emploi dans les services	
	2000	2017	2000	2017	2000	2017	2000	2017
PMA membres du G7+	66,9	60,9	9,3	10,5	6,0	6,4	23,7	28,5
PMA*	72,7	60,2	8,6	12,6	6,2	7,8	18,7	27,2
Autres pays en développement	43,8	26,4	22,3	23,9	16,7	13,9	33,9	49,7

Note : * Chiffres agrégés pour les PMA, hors Kiribati et Tuvalu, pour lesquels il n'y a pas de données.

Source : ILOSTAT, Modèles économétriques de tendances, estimations et projections de l'OIT (consulté en novembre 2018).

D'après les tableaux statistiques de la CNUCED issus du rapport 2018 sur les PMA.

Pays	Exportations totales (millions d'USD)	PRODUITS PRIMAIRES				PRODUITS MANUFACTURÉS					Non alloués
		Total	Produits alimentaires et agricoles	Combustibles	Minéraux, minerais et métaux	Total	Produits manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre et de ressources	Produits manufacturés à forte intensité de technologie nécessitant une main-d'œuvre peu qualifiée	Produits manufacturés à forte intensité de technologie nécessitant une main-d'œuvre moyennement qualifiée	Produits manufacturés à forte intensité de technologie nécessitant une main-d'œuvre hautement qualifiée	
PMA	153 328,9	64,2	17,0	28,0	19,2	35,1	29,7	1,5	1,5	2,8	0,7
PMA africains et Haïti	90,047,3	90,2	18,9	41,6	29,6	9,4	4,0	1,1	1,4	3,1	0,5
PMA asiatiques	62,723,3	26,8	13,7	8,7	4,4	72,3	66,9	2,0	1,5	2,4	0,9
PMA insulaires	558,3	89,1	82,9	2,2	4,0	6,7	1,8	2,7	0,8	1,8	4,2
Autres pays en développement	7 280 988,1	28,5	8,7	13,1	6,8	70,8	14,4	6,9	19,6	32,2	0,7

Note : Données basées sur la matrice du commerce des marchandises de la CNUCED, y compris les estimations.

Source : CNUCED, base de données UNCTADStat (consultée en novembre 2018).

Tableau 4.A3. Composition par produit des importations de marchandises, 2015-2017 (millions d'USD et %)

Pays	Exportations totales (millions d'USD)	PRODUITS PRIMAIRES				PRODUITS MANUFACTURÉS					Non alloués
		Total	Produits alimentaires et agricoles	Combustibles	Minéraux, minerais et métaux	Total	Produits manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre et de ressources	Produits manufacturés à forte intensité de technologie nécessitant une main-d'œuvre peu qualifiée	Produits manufacturés à forte intensité de technologie nécessitant une main-d'œuvre moyennement qualifiée	Produits manufacturés à forte intensité de technologie nécessitant une main-d'œuvre hautement qualifiée	
PMA	234 381,6	33,4	19,7	10,7	3,0	65,0	18,6	10,9	21,5	17,8	1,7
PMA africains et Haïti	125 591,0	32,0	18,1	11,7	2,3	66,0	15,7	11,2	24,0	19,5	1,9
PMA asiatiques	106 584,3	34,8	21,4	9,6	3,8	63,9	22,1	10,6	18,6	16,0	1,3
PMA insulaires	2 206,2	40,5	29,7	9,7	1,1	53,5	13,0	12,1	19,8	12,3	6,0
Autres pays en développement	6 789 945,3	30,7	9,5	12,1	9,1	68,0	8,3	5,8	21,1	34,8	1,3

Note : Données basées sur la matrice du commerce des marchandises de la CNUCED, y compris les estimations.

Source : CNUCED, base de données UNCTADStat (consultée en novembre 2018).

Tableau 4.A4. Accès à l'électricité dans les PMA, certaines années (% de la population totale)

	Accès à l'électricité, total		
	2000	2010	2016
PMA membres du g7+	15	26	37
PMA	20	33	45
Autres pays en développement	80	88	92

Source : Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde (consultée en novembre 2018).

Tableau 4.A5. Principaux produits exportés par les PMA membres du g7+						
Pays	PIB par habitant, USD	Principaux produits exportés (SH à 4 chiffres)	Part des exportations totales de marchandises	Principaux produits importés	Principaux marchés d'exportation	Principales sources des importations
Afghanistan	1 940	Raisins, fruits tropicaux, résines d'insectes	40%	Matériel de radiodiffusion, farines de blé, tourbe	Pakistan, Inde, Émirats arabes unis (É.A.U.)	É.A.U., États-Unis, Iran
Burundi	777	Or, café, thé	62%	Produits pétroliers raffinés, médicaments conditionnés, camions de livraison	É.A.U., Pakistan, Allemagne	Tanzanie, Ouganda, Chine
Comores	1 520	Girofles, vanille, huiles essentielles	90%	Autres meubles, vêtements usagés, petits récipients en fer	Inde, É.A.U., France	Tanzanie, Chine, É.A.U.
Guinée	1 970	Or, minerai d'aluminium, gaz de pétrole	88,2%	Produits pétroliers raffinés, riz, médicaments conditionnés	É.A.U., Chine, Inde	Chine, Pays-Bas, Inde
Guinée-Bissau	1 610	Noix de coco, noix du Brésil, noix de cajou, poisson congelé autrement qu'en filets	92%	Produits pétroliers raffinés, riz, extraits de malt	Inde, Bélarus, Ghana	Portugal, Gambie, Sénégal
Haïti	1 780	T-shirts et chandails en bonneterie, costumes pour homme autres qu'en bonneterie	71%	Riz, T-shirts en bonneterie, étoffes de bonneterie légèrement caoutchoutées	États-Unis, République dominicaine, Mexique	République dominicaine, États-Unis, Chine
Îles Salomon	2 240	Bois brut, poisson transformé, huile de palme	79,6%	Pétrole raffiné, riz, voitures	Chine, Inde, Italie	Australie, Chine, Singapour
Libéria	812	Navires pour le transport de passagers et de marchandises, or, caoutchouc	75%	Navires pour le transport de passagers et de marchandises, produits pétroliers raffinés, hélices de bateau	Pologne, É.A.U., Suisse	Corée du Sud, Chine, Japon
République centrafricaine	698	Bois brut, bois scié, diamants	63%	Voitures, médicaments conditionnés, véhicules blindés	France, Bélarus, Chine	France, Japon, États-Unis

Tableau 4.A5. Principaux produits exportés par les PMA membres du g7+						
Pays	PIB par habitant, USD	Principaux produits exportés (SH à 4 chiffres)	Part des exportations totales de marchandises	Principaux produits importés	Principaux marchés d'exportation	Principales sources des importations
RDC	801	Cuivre affiné, cobalt, minerai de cuivre	64%	Médicaments conditionnés, bouteilles en verre, produits pétroliers raffinés	Chine, Arabie saoudite, Corée du Sud	Chine, Afrique du Sud, Belgique
Sao Tomé-et-Principe	3 240	Cacao en fèves, autres produits en fer, constructions en fer	69,7%	Autres navires pour la navigation maritime, voitures, riz	Pologne, Belgique, Espagne	Portugal, Afrique du Sud, Chine
Sierra Leone	1 480	Minerai de fer, minerai de titane, diamants	54%	Riz, médicaments conditionnés, voitures	Chine, Belgique, Côte d'Ivoire	Chine, États-Unis, Inde
Somalie	434	Viande ovine, caprine et bovine, résines d'insectes	79%	Sucre brut, riz, chaussures en caoutchouc	Oman, É.A.U., Hong Kong, Chine	É.A.U., Inde, Chine
Soudan du Sud	994	Pétrole brut, autres semences oléagineuses	99%	Sucre brut, médicaments conditionnés, voitures	Chine, Algérie, Pakistan	Ouganda, Chine, Pakistan
Tchad	1 990	Pétrole brut, or, coton brut	92%	Médicaments conditionnés, voitures, farine de blé	États-Unis, É.A.U., Inde	France, Chine, É.A.U.
Timor-Leste	2 140	Pétrole brut, café, vêtements usagés	89,2%	Camions de livraison, voitures, ciment	Thaïlande, États-Unis, Singapour	Indonésie, Chine, Singapour
Togo	1 490	Or, ciment, produits pétroliers raffinés	40%	Produits pétroliers raffinés, motocycles, pétrole brut	É.A.U., Bénin, Liban	Chine, Belgique, Pays-Bas
Yémen, Rép. du	2 510	Or, pétrole brut, autres fruits	75,3%	Blé, produits pétroliers raffinés, sucre brut	Oman, É.A.U., Chine	Chine, Turquie, Oman

Source : MIT, 2019, <https://atlas.media.mit.edu/en/>